

enceinte. Je lui conseille de refaire ses devoirs, de vérifier ses faits. Le ministre, étant dans l'erreur et mal informé, a donné des indications inexactes au jury, qui se composait cette fois-là des votants de Battle-River-Camrose. Ils se sont rendu compte, il va sans dire, que les directives qu'on leur donnait étaient erronées; aussi n'ont-ils pas suivi ses conseils. Mais à mon avis, il n'avait pas tenu compte...

L'hon. M. Garson: Je reconnais qu'ils reçoivent des directives erronées, étant donné qu'ils ont élu, par une très faible majorité, un candidat créditiste.

M. Low: Ce que je prétends aujourd'hui, monsieur le président, c'est qu'ils ont été mal conseillés par le ministre de la Justice. Tel est le point que je veux commenter brièvement. Je veux expliquer à mon honorable ami, qui n'a peut-être pas eu le temps d'approfondir la chose, ce que renferment les propositions créditistes, tout d'abord dans le domaine financier.

M. Harrison: Que le député nous écrive une lettre.

M. Low: Évidemment, si mon collègue préfère que j'y mette beaucoup de temps, j'y consens volontiers. S'il a l'intention de prendre le train cet après-midi, je puis certes lui écrire comme il le propose. Mais je veux m'adresser un instant à mon ami le ministre de la Justice et à mon ami le ministre des Finances. Je parle de leur proposition et non de la mienne.

Quel est le sens de la proposition d'ordre financier qu'à formulée le parti du Crédit social? On peut la diviser en trois parties très simples. Voici la première: à notre avis, la preuve est amplement faite que la méthode actuelle de production des denrées et des services n'assure pas au consommateur du Canada une puissance d'achat suffisante pour permettre à nos gens de racheter ce qu'ils produisent et que cette situation est en train de provoquer une réduction de la puissance d'achat.

Voici la deuxième partie. Si nos méthodes de production créent une puissance d'achat insuffisante il doit y avoir un moyen de compenser cet écart; nous proposons qu'à cette fin un organisme du Gouvernement crée et distribue aux consommateurs canadiens une nouvelle puissance d'achat pour combler cette différence et établir l'équilibre entre la consommation et la production.

Voici maintenant le troisième aspect important de la question, monsieur le président. La façon de créer cette puissance d'achat serait de recourir à la Banque du Canada et au trésor du Canada, c'est-à-dire au ministère des Finances; nous proposons qu'ils unissent

leurs efforts, afin de s'assurer que la nouvelle puissance d'achat sera distribuée en quantité suffisante pour établir l'équilibre entre la consommation et la production. Voilà, en un mot, notre proposition financière.

J'ai exposé cette proposition, monsieur le président, parce que je voulais que le comité sache exactement quel est, selon nous, le principe fondamental; je voudrais ensuite citer l'opinion d'économistes éminents qui, non seulement proposent le même remède mais qui, à la suite de leurs longues études dans le domaine économique à travers le monde, ont fait exactement la même découverte que le major Douglas a faite vers 1922 ou 1923.

D'abord, à l'intention du ministre de la Justice et afin de réfuter complètement ce qu'il a dit, je vais citer l'opinion d'un des plus éminents économistes des États-Unis, qui a dirigé pendant 18 ans la faculté des sciences économiques de l'Université du Texas. Je parle ici du professeur C. E. Ayres. Après une longue étude de l'économie américaine, laquelle est fondée sur les mêmes principes financiers que la nôtre, le professeur Ayres en vient à certaines conclusions qu'il expose dans un ouvrage publié en 1946 et intitulé *The Divine Right of Capital*. Aux pages 32 et 33, où il expose la théorie actuelle du pendule, c'est-à-dire l'alternance des périodes de prospérité et de marasme, il déclare:

Chez certains, cette habitude...

C'est-à-dire l'habitude de se référer à la théorie du pendule.

...persiste encore; ces gens parlent donc de la crise qui suivra "inévitablement" l'inflation d'après-guerre, laquelle, avec une logique admirable, ils jugent également inévitable.

Mais la théorie du pendule a perdu du terrain. Nous avons beaucoup appris depuis 1929. C'est évidemment parce que nous avons vu bien des choses. Tant que les perturbations restent dans certaines limites raisonnables, les économistes préfèrent les envisager avec un détachement olympien, estimant qu'à la longue les hausses et les baisses se font équilibre et ne se soucient pas trop d'une "friction" passagère. Mais lorsque cette friction engendre une chaleur si intense qu'elle menace de tout bouleverser, la plupart d'entre nous sommes fortement tentés de nous arrêter, de regarder et d'écouter.

Ce que nous avons appris...

Ce que nous avons appris, je suppose, en nous arrêtant, en regardant et en écoutant.

...nous semble maintenant évident. Les hérétiques économiques...

Les créditistes en sont, j'imagine.

...ont cherché durant tout ce temps à nous ouvrir les yeux. Quand une économie oscille violemment d'un extrême à l'autre, c'est que quelque chose fait gravement défaut. De fait, quelque chose fait gravement défaut dans notre économie. Notre régime ne permet pas la distribution aux masses d'une puissance d'achat suffisante pour lui permettre d'acheter tous les produits de notre industrie. Cette lacune a existé de tout temps sous le régime capitaliste et elle est toujours nuisible.